CONCURRENCE, REGULATION ET VERITE DES PRIX : LIMITES ET IMPLICATIONS D'UNE RESTRICTION DE LA LIBERTE DE FORMATION DES PRIX

Taher LATRECHE

Maître de conférences à l'Ecole Supérieure de Commerce d'Alger,
chef de projet au laboratoire.

Résumé : le Gouvernement algérien a exprimé dernièrement la volonté de recourir à un contrôle limité des prix de certains biens, en réponse à la flambée des prix de certains biens agricoles frais. Cette nouvelle orientation, qui constitue un recul par rapport aux réformes structurelles qu'a engagée l'Algérie laborieusement, ne pourra régler durablement le problème en raison de son origine structurelle.

Cet article tente d'analyser les faiblesses de la stratégie algérienne de réformes en la matière et explorer les voies possibles de régulation dans le respect des règles élémentaires de fonctionnement selon la logique du marché.

Le raisonnement se fait donc dans une optique de passage d'un pays en développement, qui a adoptée un modèle d'économie collectiviste pour une certaine période plus au moins longue, vers l'économie de marché et analyse ainsi les mesures indispensables à prendre en accompagnement des réformes structurelles engagées afin d'assurer la stabilité de l'économie.

Mots clés : Système des prix, Pris relatifs, vérité des prix, mécanismes des prix, contrôle des prix, concurrence, régulation, mécanismes de régulation, distorsions des marché, organisation du marché, structures de distribution.

Abstract: The Algerian government has expressed recently the will to turn to a limited price control of some goods, as a response to a price blaze of many fresh agricultural goods. This new orientation, that constitutes a decline in structural reforms laboriously engaged by Algeria, will not resolve the problem durably because of its structural origin.

This article attempts to analyse the weaknesses of Algerian reforms strategy in the matter and to explore possible regulation ways in respect of functional elementary market rules.

Therefore, the reasoning is made in the context of a developing country transition to market economy, which adopted a model of collectivist economy for a certain period of time, and analyse thereby the necessary measures to take in support of structural reforms engaged to ensure the economy stability.

Key words: Price system, relative prices, true of prices, prices mechanisms, prices control, competition, regulation, regulation mechanisms, market distortion, organization of market, distribution structures.

I. Introduction

La transition d'une économie planifiée à une économie de marché pose un certain nombre de questions fondamentales. Dans une économie planifiée la régulation des flux réels et financiers s'effectue de manière directe par le centre. Ainsi, les salaires sont fixés dans le cadre d'une fonction sociale déterminée au niveau central. Les prix des biens et services obéissent à un système de fixation et de limitation en fonction de l'importance de ces biens et services dans la fonction sociale de consommation ainsi que dans le cadre de la problématique de production. Les taux d'intérêts sont une variable « passive » qui n'est pas de nature à influencer la distribution de crédit qui se fait dans le cadre de l'exécution du plan. La régulation dans un tel système se fait de manière générale par les quantités du moment où les variables liées aux salaires, prix et taux d'intérêt sont fixées d'avance en dehors du système de la valeur.

Le passage vers une économie de marché nécessite le changement d'approche en terme de régulation. Sans aller jusqu'à dire que l'économie de marché est synonyme de dérégulation, elle constitue quand même un système économique ou l'intervention directe sur les variables économiques entrave profondément le fonctionnement du marché même.

L'économie de marché est l'expression d'une liberté d'entreprise. Il y a un consensus là dessus. La liberté d'entreprise suppose un certain nombre de postulats. Elle suppose le libre usage des ressources, là où le rendement le justifie. A ce niveau, le rendement reste problématique par sa nature, sa dimension, sa mesure, son horizon, son rôle dans la détermination des comportements des différents agents économiques et même par sa perception sociale. Tous ces éléments du rendement constituent, en fait, les paramètres qui conditionnent le choix de tel ou tel système de régulation. A ce stade une question importante se pose d'elle-même : le niveau du rendement doit-il se fixer par une expression pure du marché ; c'est-à-dire par les conditions de la loi de la valeur, ou plutôt par une certaine perception sociale qui justifierait ensuite toute intervention sur les prix.

En effet, les variables fondamentales qui sont à l'origine de la prise d'une décision économique par les agents dans une économie de marché sont celles liées aux salaires, prix et taux d'intérêt qui permettent la détermination du rendement d'un usage donné des ressources. La façon par laquelle se fixent ces variables gouverne donc le mode d'affectation

des ressources. Dans une économie de marché, la libre formation de ces variables permet une concurrence entre les différents usages de sorte à rendre optimale l'affectation de ces ressources.

Ainsi l'intervention directe des pouvoirs publics sur l'une ou l'ensemble de ces variables va certainement modifier le calcul économique de sorte à contraindre les agents économiques à opérer des choix qui ne seraient pas optimaux. Dans ce cadre, la restriction des prix de certains biens de consommation finale modifierait le rapport coût-rendement dans différents secteurs et produirait en conséquence une nouvelle structure d'usages des ressources disponibles qui ne serait en définitif pas aussi optimale.

Cet article tentera donc d'analyser les limites d'une intervention de l'Etat sur les prix des biens et services dans le souhait de réguler des marchés désorientés, et ce à la lumière de l'amendement de la loi sur la concurrence en Algérie qui veut introduire une limitation relative à la formation libre des prix de certains produits. L'argumentation avancée pour justifier une telle option se rapporte au fait que la flambée constatée des prix sur les marchés de certains produits, dans leur majorité d'origine agricole, contraindrait les pouvoirs publics à intervenir directement sur les prix pour assurer la stabilité de ces marchés. Dans ce cadre, certaines questions fondamentales, auxquelles nous nous étalons de répondre, doivent être élucidées : la libre formation des prix des biens et services est-elle responsable des distorsions au niveau des marchés ? Les tensions constatées sur ces marchés ne sont-elles pas la manifestation de marchés déstructurés qui dénaturent la réalité des prix ? Sommes-nous certains qu'une libre formation de ces variables, à leur tête les prix des biens et services, va permettre un meilleur usage, disons optimal, des ressources ou plutôt c'est par l'intervention directe sur ces variables que cela peut se réaliser ?

Notre tentative d'élucider ces interrogations intervient dans le contexte particulier d'un pays en développement, en l'occurrence l'Algérie, qui passe d'une économie centralement planifiée à une économie fonctionnant selon les règles du marché. La précision est importante. Car ce processus de passage nécessiterait la mise en place d'un ensemble de règles et d'institutions, dans un cadre global et cohérent de transformation, qui assurent la stabilité et éviteraient ainsi à l'économie les chocs internes qui rendraient la transformation encore plus difficile et plus coûteuse.

La suite de cet article essayera de préciser le sens de certains concepts (point II). Il traitera ensuite des modes de régulation possibles sur les marchés des biens et services (points III) pour s'étaler sur l'analyse du dilemme de régulation et de concurrence (point IV). Il aura à analyser la place de la vérité des prix, reflétant l'équilibre sur les marchés, dans un système correctement régulé (point V) pour passer en revue plus tard le processus de libéralisation des prix en Algérie avec un trait spécial sur ses contraintes et ses conséquences (point VI) et terminer enfin cet essai par une conclusion (point VII).

II. Le sens des mots

A ce stade de l'analyse, il nous paraît utile de définir le sens des trois aspects du problème posé, à savoir : la concurrence, la régulation et les prix.

II.1. Concurrence

La concurrence désigne un état de l'économie dans lequel les différents agents économiques ont le libre choix de vendre et d'acheter des biens et services. Cela suppose que l'accès libre, sans distinction ni entrave, aux marchés et aux ressources est possible pour l'ensemble des agents économiques. Dans un régime de concurrence, les ressources sont utilisées selon leur productivité marginale.

Un régime de concurrence permet aux différents agents économiques d'opérer des choix à tous les niveaux. Il est ainsi reconnu aux investisseurs potentiels le droit et la capacité de choisir les secteurs dans lesquels ils veulent investir. Il leur est aussi reconnu le droit de recourir à toutes les ressources disponibles. La part de chaque investisseur, donc de chaque secteur ou activité économique, n'est déterminée que par le rendement de chaque unité de ressources utilisée, c'est-à-dire, la productivité marginale. Dans ce régime de concurrence, il est aussi permis aux consommateurs d'opérer leurs choix de biens et services à consommer en fonction de leurs capacités de dépense. Ainsi, ils peuvent orienter les ressources qu'ils détiennent vers les biens et services qui réalisent le maximum d'utilité qu'il soit.

Ainsi, la concurrence peut s'avérer comme un mécanisme d'adaptation des ressources avec les différents emplois exprimés sur un marché de libre volonté. Sur un plan global, ce mécanisme d'ajustement met en ordre les différents besoins sociaux et permet d'orienter les

ressources disponibles vers les besoins les plus exprimés par l'ensemble de la société.

Cette dernière affirmation ne peut se réaliser que si la mobilité des ressources entre les différents emplois soit possible. Cela signifie que chaque agent économique possède, en principe, toutes les possibilités et les garanties de passer d'une activité économique à une autre, d'opérer tel ou tel choix, d'utiliser telle ou telle ressource, ... Le déplacement des ressources s'effectuent sur la base d'un jeu entre le coût marginal d'une unité de ressources utilisée dans chaque emploi et le rendement qu'apporte cette unité dans le même emploi.

II.2. Prix et vérité des prix

Sur un marché des biens et services, le prix désigne le rapport entre deux quantités échangées des biens ou des services. Ainsi, sur un marché où s'échangent uniquement deux biens, et sous la contrainte d'une quantité donnée de ressources à utiliser, le prix exprime la quantité d'un bien donné nécessaire pour acquérir une quantité donnée (disons une unité) d'un autre bien, puisque les deux biens constituent des usages alternatifs pour cette quantité donnée de ressources. Ce rapport entre les biens nous permet d'expliquer l'évolution des prix des différents biens. Mettons-nous dans une économie où s'échangent uniquement deux biens de consommation : les produits agricoles (x) et les autres biens de consommation (y). Si le rapport entre les deux biens $x : y$ est de $1 : 3$, cela veut dire que trois (3) unités de la catégorie des autres biens de consommation sont nécessaires pour acquérir une seule unité des biens de consommation agricoles. Si, pour des raisons quelconques, l'offre de y augmente alors que l'offre de x reste inchangée de sorte à rendre le rapport d'échange équivalent à $1 : 4$, il faudra alors 4 unités de y pour pouvoir acquérir une seule unité de x . Dans ce cas, le prix relatif de x en y a augmenté. Dans une économie d'échange monétaire le rapport d'échange est exprimé par un numéraire. Si, pour rester dans la limite du dernier rapport d'échange entre x et y , le prix de x était de 2 dinars il faudrait que le prix de y soit de 8 dinars.

Comme l'exemple précédent le montre, on ne peut pas dire que le rapport d'échange de x a augmenté puisque son prix a augmenté, car le rapport d'échange et le prix expriment la même chose. Mais on peut clairement dire que le rapport d'échange (le prix) de x a augmenté

puisque ce bien est devenu rare comparativement à y . La rareté relative du bien x pourrait être le résultat d'une réorientation accrue des ressources disponibles vers la production du bien y . Ainsi, on ne doit pas chercher l'origine de l'augmentation du prix d'un bien dans la variation du numéraire (ou la quantité de l'autre bien) contre lequel ce bien s'échange mais dans le changement des conditions de l'offre des deux biens. Suivant cette logique, si le prix d'un bien a augmenté de manière irraisonnable, ce n'est pas sur le numéraire qu'il faudra agir, pour le faire porter à un niveau plus raisonnable, mais bien sur les conditions de l'offre de ce bien. Il est bien entendu que les conditions de l'offre peuvent exprimer, séparément ou simultanément, les conditions de la production même et les conditions de la distribution (organisation du marché).

La vérité des prix est un concept qui rime avec la structure des prix relatifs telle qu'elle est décrite au dessus. On ne peut pas dissocier la vérité des prix du contexte du marché. En effet, la vérité des prix exprime une structure des prix qui reflète les conditions du marché, elle se rapporte à cette structure des prix à l'équilibre. Si, dans un état normal de concurrence, le prix d'une unité des produits agricoles de consommation était 3 unités des autres produits de consommation, ce rapport refléterait alors, toutes choses égales par ailleurs, la vérité des prix. Si, après un changement des conditions de l'offre, le prix d'une unité des produits agricoles devenait 4 unités des autres produits, cela refléterait aussi la nouvelle vérité des prix, toutes choses égales par ailleurs. Partant de cette dernière situation, si l'Etat considérait que le prix des produits agricoles est assez élevé, et par conséquent il fixe le nouveau prix « juste » à 3,5 unités des autres produits, ce nouveau rapport ne refléterait alors plus la vérité des prix car il est fixé loin des conditions du marché et exprime ainsi la volonté de celui qui l'a fixé ; c'est-à-dire l'Etat.

Ainsi la vérité des prix exprime une réalité économique et non une réalité sociale. Elle reflète les rapports de production qui déterminent l'offre. Elle reflète également l'organisation du marché qui permet une expression plus au moins fidèle du volume de la production par l'état de l'offre réelle. La vérité des prix reflète, par ailleurs, la demande qui s'ajusterait avec l'état réel de l'offre. Si, avec un changement de l'offre, la demande n'avait pas pu s'ajuster dans le bon sens, la vérité des prix aurait changé pour exprimer la nouvelle structure du marché.

II.3. Régulation

La régulation reflète une manière d'agir pour influencer l'évolution d'une économie. Elle se rapporte à un processus d'orientation de la direction de l'économie ou d'un segment de l'économie dans le but d'en assurer la stabilité. Dans un cadre général de l'économie, la régulation comporte l'ensemble des mesures et techniques entreprises par l'Etat régulateur qui visent d'influencer des variables et des grandeurs économiques dans le but d'en maîtriser l'évolution.

La régulation est ainsi un processus d'ajustement qui se fait généralement par rapport à une référence. A ce titre, deux références de base s'imposent. La régulation peut se faire, tout d'abord, par rapport à une situation normative qui reflète la meilleure image qu'elle soit, donc définit par les paramètres qui peuvent assurer l'équilibre de l'économie. Elle peut se faire aussi par rapport à une situation souhaitée sans que cette dernière soit liée à la meilleure situation possible sur le plan normatif.

Dans le cadre du premier cas de figure ; le cadre de référence étant défini, le problème central est de savoir par quels moyens entend-on atteindre cet objectif. Les instruments utilisés ne sont absolument pas neutres, car il n'y a pas toujours cette certitude quant au résultat escompté par la régulation. Ceci dit, le risque que la régulation rate son objectif existe toujours et les coûts qui en découlent augmentent.

Dans le deuxième cas, le problème s'avère plus complexe. En effet, une question de taille reste à clarifier avant l'entame du processus de régulation lui-même. Car la volonté de chercher à atteindre une situation souhaitée nécessite de définir un cadre de référence. A ce stade de réflexion plusieurs questions s'imposent : comment choisir ce cadre de référence ? Comment apprécier sa pertinence ? Et par rapport à quoi ?

Ceci implique que la régulation suppose que le régulateur a une meilleure connaissance que le marché. Elle suppose aussi que ce même régulateur a une connaissance parfaite des comportements des agents économiques et des mécanismes par lesquels ces comportements influent sur l'économie, ou le segment de l'économie, visée par la régulation.

Une fois ces questions réglées, la régulation définit l'approche à suivre et prévoit la mise en place de l'ensemble des règles et instruments qui permet d'influer sur l'orientation des variables ou des grandeurs économiques. Ces mesures constituent la boîte à outil utilisée durant le

processus de régulation pour atteindre l'objectif. Ceci étant vrai, la régulation exprime une tendance interventionniste de la part d'une superstructure qui détient un pouvoir qui dépasse largement les capacités de résistance du régulé.

La régulation répond généralement à deux objectifs différents. Elle peut viser le maintien d'une tendance déjà en place. Dans ce cas là, la régulation vise à neutraliser les facteurs exogènes qui viendraient influencer la tendance ; elle est de nature conjoncturelle. Elle peut également viser d'influer sur des paramètres qui font évoluer une tendance sur sa trajectoire de long terme et dont les mécanismes susceptibles de la faire évoluer de manière autonome n'ont pas bien fonctionnés ; dans ce cas là, la régulation est de nature structurelle. Mais dans les deux cas de figure, la régulation vise à préserver la stabilité qui pourrait être manquée en raison des imperfections du marché.

III. Mécanismes de régulation

Les mécanismes de régulation se rapportent aux procédés et techniques utilisés par le régulateur pour influencer l'évolution d'une variable, d'une grandeur ou d'une situation économique. Dans le cadre des marchés des biens et services, la régulation peut prendre trois formes essentielles.

III.1. Régulation par les quantités

Il s'agit d'une intervention directe pour changer le volume d'une grandeur pour un temps donné. Si, suite à des tensions sur le marché du bien x, le prix de ce bien augmente de manière à éroder gravement le pouvoir d'achat d'une grande majorité de la population, les pouvoirs publics interviennent par l'augmentation de l'offre sur le marché de ce bien en puisant sur son stock. Les stocks constituent ainsi un réservoir pour la stabilisation. Les Etats-Unis ont dû recourir, après l'arrêt du travail dans les usines de raffinage installées à New Orleans (suite aux dégâts causés par le passage de l'ouragan Katrina aux mois d'Août-Septembre 2005), à puiser sur leur stock stratégique de l'énergie. Cette intervention, qui était d'un horizon temporel limité, visait de surmonter des tensions sur le marché traduites par l'envolée du prix du carburant.

On peut imaginer que chaque Etat constitue des stocks stratégiques pour l'ensemble des produits sensibles, notamment ceux de consommation finale. Cela fait partie de ses responsabilités en tant que pouvoirs publics. Ces stocks servent à surmonter les fortes tensions sur

les marchés des différents biens qui menaceraient non seulement la stabilité de l'économie mais aussi la cohésion et la paix sociales. Le processus de stockage nécessite des structures et des instruments de gestion rigoureux et adéquats ; c'est-à-dire une organisation solide et adaptée. Ainsi, la régulation prend ici une dimension organisationnelle.

L'avantage de ce type de régulation est qu'il n'entrave pas le fonctionnement du marché. L'action vise à modifier les conditions sur les différents marchés en usant du jeu de l'offre et de la demande. La structure des prix intègre cette donnée et adapte les comportements des agents sur les marchés concernés. Ainsi, les producteurs, sachant que l'intervention de l'Etat n'est que momentanée, agissent par le biais de leurs plans de production respectifs pour aller vers le marché post-régulation. De même pour les consommateurs. Ceux-ci, prenant acte de la véritable nature de l'intervention de l'Etat, procèdent à modifier leurs comportements en matière de demande des biens concernés de sorte à atteindre un nouvel état d'équilibre sur le marché. Ceci dit, l'intervention régulatrice, précise dans le temps, ne déstructure pas le marché, elle lui permet au contraire d'opérer les modifications nécessaires pour une nouvelle position d'équilibre.

III.2. Régulation par les prix

Dans le cadre des marchés des biens et services, la régulation par les prix s'effectue, en fait, de deux manières :

- Selon un mécanisme libre où les prix, qui varient en fonction des changements des conditions des marchés, influencent les comportements des entreprises et des consommateurs qui ajustent leurs offres et demandes respectives autour d'un nouveau point d'équilibre.
- Selon un mécanisme interventionniste des pouvoirs publics qui opèrent une influence directe sur la formation des prix (fixation directe, limitation de marges commerciales, ...).

Le régulateur (les pouvoirs publics) peut ainsi instrumentaliser les prix pour les soins de régulation des marchés. A ce niveau, les choses diffèrent fondamentalement comparativement au premier volet de régulation par les prix. Car ceux-ci constituent dans une économie de marché le principal facteur de prise de décision par l'ensemble des agents économiques, producteurs et consommateurs.

L'Etat tente donc d'influencer la structure des marchés en exerçant une limitation sur la structure des prix relatifs, soit directement par un contrôle étroit soit indirectement par une limitation des niveaux des prix. Le contrôle étroit et direct constitue, en fait, une caractéristique du mode d'organisation des économies dirigistes. On peut dire que le contrôle étroit du système des prix est la négation du marché, au moins sous sa conception classique.

Ceci dit, la limitation des niveaux des prix peut se faire dans un contexte de marché. Mais elle limite son fonctionnement libre. Cette limitation s'exerce de deux manières : mise en place de prix plafonds ou prix planchers. Elle peut aussi revêtir la forme de fixation de marges bénéficiaires.

La fixation de prix plafonds vise à rendre possible l'acquisition de biens à des prix inférieurs à leurs prix réels (vérité des prix). Cela peut répondre à un souci d'équité ; c'est-à-dire permettre aux revenus bas, par une mesure de plafonnement, d'accéder à la consommation d'un bien donné. La fixation tente donc de contenir l'emballement des prix, notamment en périodes de fortes tensions sur les marchés des biens. Enfin, en fixant des prix plafonds, les pouvoirs publics veulent éviter des revendications sociales de relèvement de salaires pour faire face à l'érosion du pouvoir d'achat et tentent ainsi de couper court au déclenchement d'une spirale inflationniste salaires-prix. Ainsi, les visées des pouvoirs publics sont, à travers la fixation des prix plafonds, sociales avant qu'elles soient économiques. Cela veut dire qu'on est emmené à faire le choix délicat d'utiliser des instruments qui relèvent de l'économique pour atteindre des objectifs sociaux.

Le plafonnement des marges bénéficiaires répond aux mêmes objectifs. La particularité de cet instrument est que les pouvoirs publics ne veulent pas s'impliquer directement dans l'arène des prix (par le plafonnement de ces prix par exemple) en laissant une certaine liberté aux forces des marchés d'opérer l'essentiel d'ajustements. Même si le plafonnement des marges reste un instrument relativement flexible, il n'en reste que les conséquences sur l'économie demeurent pratiquement les mêmes dans les deux cas.

La fixation de prix plancher tente d'influer sur la structure des marchés en stimulant l'offre. En effet, la fixation de prix plancher garantit à l'entreprise de vendre à des prix supérieurs aux prix réels (d'équilibre). Les bénéfices réalisés par les entreprises sont plus élevés

que ceux projetés par elles sur la base du prix réel d'avant la fixation. La fixation d'un prix plancher pour un bien donné fait déplacer le niveau du rendement marginal vers le haut, motive ainsi les entreprises et les pousse, en principe, à élargir la production de sorte à modifier la structure du marché de ce bien par le biais de l'offre. Loin de ce schéma normatif, la fixation de prix planchers peut, à l'instar du plafonnement, produire des conséquences néfastes sur l'économie, notamment à moyen et à long terme.

III.3. Régulation par la réglementation

La réglementation constitue un procédé de régulation direct, frontal et extrêmement contraignant. La réglementation vise à réguler une situation par la mise en place de règles exécutoires par l'ensemble des intervenants.

La réglementation recouvre l'ensemble des textes régissant une activité ou un domaine économique. Elle vise à surmonter un problème ou atteindre un objectif pré-établi. La régulation par la réglementation s'étend pour toucher une variété très large de domaines d'action et/ou de variables économiques. En dépit de son caractère lourd, puisque des textes prennent un temps plus au moins long pour qu'ils soient adoptés et appliqués, la réglementation n'apporte pas une réponse précise au problème posé, car elle repose sur une vision globale sur ce que doit être le régulé.

Ainsi, la réglementation vise à réguler l'activité selon des règles définies au préalable. Elle est le fruit du droit régalien du régulateur qui n'est que l'Etat. Cela veut dire qu'elle reflète la volonté de ce régulateur d'imposer une évolution à l'économie dans la direction qu'il souhaite. Pour ce faire l'Etat dispose d'un éventail large d'instruments. Pour ne pas se limiter uniquement à l'action sur les prix des biens et services par le biais de la réglementation, l'Etat peut recourir à d'autres moyens tels que le crédit, la fiscalité et les salaires. C'est pourquoi l'une des caractéristiques principales de la régulation par la réglementation est son caractère contraignant.

La régulation par la réglementation suppose que le processus instauré par les textes est mis pour une période plus au moins longue. On ne régule pas une activité par la réglementation en des fréquences de temps assez rapprochées. Or, une réglementation mise à un moment donné ne peut prétendre prendre en compte l'évolution du phénomène dans un très

loin avenir. En effet, tout texte de régulation est conçu sur la base des constats passés sur le problème qui ne cesse de changer de nature avec le temps. C'est ainsi que la régulation par la réglementation demeure rigide.

IV. Régulation et concurrence

Après avoir précisé le cadre conceptuel de la régulation, il est temps de vérifier la pertinence de ce processus par rapport au contexte de la concurrence.

IV.1. Opposition ou cohérence

En se référant au cadre conceptuel, une question se pose d'elle-même : la régulation et la concurrence marchent-elles ensemble ? Effectivement, de part son caractère interventionniste, la régulation peut paraître comme un acte contraignant pour la concurrence et contribuerait de par cela à perturber le fonctionnement du marché. Cette idée, qui rime généralement avec le bon sens, reste toutefois imprécise. Parfois, la pérennité de la concurrence appelle une certaine dose de régulation. Ainsi, la justification de la régulation, même dans un univers de concurrence, trouve son origine dans les lacunes des marchés. Ces lacunes peuvent être élucidées à travers les trois situations suivantes.

a. L'abandon du postulat de « toutes choses égales par ailleurs », retenu dans le point II.1, nous permet de voir l'influence qu'exercent les facteurs exogènes au marché des biens et des services sur la formation de leurs prix. Ces facteurs ne figurent ni dans la fonction de l'offre ni dans la fonction de la demande, ce qui suggère que leur impact se fait de manière indirecte dont il faudra comprendre le mécanisme.

Examinons le rôle joué par le facteur monétaire pour explorer l'hypothèse d'un changement de la quantité de la monnaie en circulation dans l'économie. La hausse de cette quantité plus rapidement qu'une hausse de l'offre, par exemple, entraîne une augmentation des revenus monétaires ; laquelle augmentation stimule la demande. Dans le cas où cette augmentation de la demande coïncide avec une hausse moins rapide de l'offre, les prix des différents biens et services augmenteront. Néanmoins, l'augmentation du prix diffère d'un bien à un autre en fonction du rythme d'augmentation de la demande (qui est une résultante des préférences) et de l'offre (qui est une résultante des prévisions des entreprises) de chaque bien.

Deux types de régulation peuvent être entrepris. Le premier se fait loin des marchés des biens et services. Il est effectué par les autorités monétaires qui conduisent une régulation de la quantité de la monnaie dans le cadre de leur politique monétaire. Dans ce cadre, on sait les problèmes liés à ce type de régulation. En effet, la transmission des effets de la régulation monétaire n'est pas immédiate, cela nécessite une période d'ajustement variable et parfois longue. Les tensions d'origine monétaire sur les marchés des biens et services persisteront tout le long de la période d'ajustement monétaire.

Si l'ajustement de la demande à l'offre n'était réalisé dans un délai raisonnable, ou que les tensions sur les marchés s'exacerbent pour des raisons quelconques, une régulation de type « interventionniste » pourrait s'avérer indispensable. L'Etat intervient par une action sur l'offre en puisant sur les stocks. Face à la rigidité de la demande, l'action sur l'offre apporterait les ajustements nécessaires. On retient ainsi les mérites d'une telle intervention, car elle permet d'alléger les tensions sans fausser réellement le libre jeu du marché.

b. Il y a aujourd'hui un quasi consensus sur les imperfections des marchés. La crise financière internationale, déclenchée en été 2007 aux Etats-Unis, est venue en appui pour renforcer cette conviction. Il faut particulièrement rappeler que le marché souffre d'une lacune fondamentale, celle liée à l'asymétrie d'information. Celle-ci fait que les agents économiques se comportent de manière différente en fonction du volume et de la qualité des informations qu'ils détiennent. Cette façon d'agir les conduirait à prendre des décisions à l'encontre de ce que souhaite le marché.

En effet, dans une situation d'asymétrie d'information certains agents économiques, soucieux de leurs intérêts, adoptent un comportement contraire à ce qu'attendent d'autres agents économiques. Ce comportement est qualifié de « sélection adverse ». En présence de cette sélection adverse, certaines décisions, parfois décisives pour l'équilibre économique, cessent d'être prises provoquant ainsi un blocage au niveau du marché. Les interdépendances économiques font que la sélection adverse pratiquée dans un secteur se déplace pour toucher les autres secteurs. Ainsi, le blocage provoqué dans un segment de l'économie se propage à l'ensemble de l'économie.

Stiglitz (2009) explore une autre piste pour blâmer quelques retombées sociales indésirables du marché même si celui-ci est efficient.

Pour lui, les gains réalisés par les uns sont contrebalancés par les pertes subies par les autres ; aucun ne réalise un gain sans qu'un autre ne subit une perte équivalente. Même si d'un point de vue économique, cela peut exprimer l'efficacité du marché, il n'en reste que d'un point de vue sociale, cela reste injuste et inacceptable. L'idée de gain et de perte doit être généralisée pour concerner toute opération économique entre deux agents. Ainsi, l'augmentation « injustifiée » du prix d'un bien sur un marché va certainement doper les revenus de l'entreprise mais va coûter plus cher aux consommateurs, qui se voient peinés par cette augmentation. On retient que cette dernière raison est probablement la plus évoquée pour justifier les visées interventionnistes des Etats, à l'instar de celle avancée par les pouvoirs publics algériens dans leur entreprise de réviser le système de prix.

c. Les visées sociales évoquées en haut cachent souvent, notamment dans les pays en développement, les échecs dus aux dysfonctionnements structurels de l'économie. Les structures économiques obéissent à la même logique évolutive que celle du reste des systèmes sociaux. Elles reflètent ainsi un état des évolutions historiques opérées. Les structures économiques adaptées pour une phase historique ne le seront plus pour des phases ultérieures.

La reconduction des mêmes schémas structurels de l'économie (il faut comprendre par les structures l'ensemble de l'appareil matériel de l'économie et les systèmes d'organisations retenus) durant les différentes phases de l'évolution les rend inopérants du double point de vue de la structure et de la performance. En effet, les comportements des agents économiques évoluent de sorte à rendre les structures et l'organisation existantes inadaptées.

Quand l'évolution des structures ne répond plus à la nouvelle configuration comportementale des agents, des dysfonctionnements structurels apparaissent et provoquent des distorsions des marchés. Les marchés ne peuvent plus fonctionner de manière efficiente. Cela nécessite des ajustements structurels qui visent à adapter les structures de l'économie aux nouvelles relations comportementales.

Les pays développés procèdent périodiquement à des réajustements de leurs économies respectives pour optimiser le fonctionnement des marchés. Ces réajustements touchent généralement des segments de l'économie pris séparément, tels que le marché de travail, les régimes des

retraites, la fiscalité, la finance, le commerce, l'entrée aux affaires, les faillites, ... Les pays en développement qui possèdent, dans leur grande majorité, des structures économiques obsolètes, voire archaïques, ont, en réalité, besoin d'ajustements d'un autre genre, ceux qui visent à transformer l'économie dans son ensemble que ce soit dans sa sphère réelle ou sa sphère financière.

Au vu des raisons évoquées précédemment, on peut conclure que les interventions régulatrices des Etats sont, dans des situations données, bénéfiques pour assurer le bon fonctionnement des marchés et préserver la pérennité de la concurrence.

IV.2. Intervention sur les variables économiques et concurrence

Cette section tente d'explorer particulièrement les implications sur la concurrence issues de la régulation par les variables économiques, à savoir l'intervention sur les quantités et sur les prix, du moment qu'on comprend déjà le caractère contraignant de la régulation par la réglementation.

a. la régulation par les quantités permet à l'Etat d'agir sur l'offre. L'Etat procède ainsi, par une opération de déstockage par exemple, à combler l'insuffisance de l'offre qui n'a pas été absorbée par l'ajustement de la demande (conditionné par le degré d'élasticité de la demande-prix). Ce type d'intervention n'agit pas directement sur les prix des biens. Cette action de l'Etat ne fausse nullement le libre jeu du marché, bien au contraire. En effet, l'action sur l'offre permet d'éviter une distorsion de la concurrence, en raison notamment de facteurs exogènes qui échappent à la logique du fonctionnement du marché.

b. La régulation par les prix pose un certain nombre de problèmes sur le double plan de l'efficacité d'affectation des ressources et de la concurrence elle-même.

- dans un régime de concurrence, lorsque le prix d'un bien est fixé, le couple rendement - coût de ce bien subit une modification. Les ressources obéissent, en conséquence, à une nouvelle répartition. La modification des coûts d'opportunité, suite à cette intervention sur les prix, produit un nouvel usage des ressources disponibles en faveur des biens dont l'écart entre le rendement marginal et le coût marginal devient relativement plus

important. Cette nouvelle affectation modifie les rythmes d'activité dans l'ensemble des secteurs touchés et provoquerait probablement des tensions dans ces secteurs qui ne tarderaient de se manifester sur les marchés des différents biens et services.

- En plus, la forme de fixation des prix retenue aura, elle aussi, un impact différent. En effet, si la fixation concerne les prix de l'ensemble des biens il s'avèrera que ces prix n'expriment plus la valeur juste de chaque choix. Ils ne constitueront plus un facteur d'arbitrage pour les différents usages des ressources disponibles. Une distorsion globale du marché s'installe, les besoins se dénaturent et les choix se dévalorisent. La fixation partielle des prix élimine, pour l'ensemble des biens concernés par la fixation, toute possibilité d'ajustement du rendement marginal pour refléter les changements opérés sur leurs marchés ou la modification de la structure de leurs coûts. En conséquence, ces biens seront pénalisés à moyen et long terme. Les prix n'expriment plus les mesures marginales (couple coût marginal et productivité marginale) comparativement aux autres biens, pour lesquels les prix sont fixés librement sur le marché, de sorte à favoriser la migration des ressources vers ces autres emplois ou activités beaucoup plus rentables.

- Ainsi, la fixation des prix permet l'émergence d'une nouvelle structure d'emplois des ressources disponibles. «l'évasion» de ces ressources des secteurs subissant la fixation vers les autres secteurs, qui offrent une lisibilité meilleure aux investisseurs en termes de prix et de rendements, provoquerait une distorsion de la concurrence. En effet, la migration des ressources risque de créer dans les nouveaux secteurs d'accueil une concentration d'usage sur un nombre réduit de secteurs qui pourrait transformer la nature de la concurrence dans ces secteurs. Quant aux secteurs subissant la fixation on assiste à un phénomène contraire mais qui débouche toutefois sur les mêmes résultats. En effet, avec l'amenuisement possible de l'écart entre le rendement et le coût dans ces secteurs, on se trouve face au risque de ne voir rester dans ces secteurs que les gros investisseurs qui ont les moyens de résister à la nouvelle situation et espérant de profiter ultérieurement d'une situation de monopole et s'ancrer ainsi dans ces secteurs. On conclut ainsi qu'il y aurait, dans les deux catégories des secteurs, un affaiblissement de la

concurrence et un renforcement des positions dominantes dans l'ensemble de l'économie. Cela nous ramène à dire que, dans le cas de régulation par les prix, il y aura une utilisation non optimale des ressources qui se manifeste à travers des distorsions sur l'ensemble des marchés.

V. Régulation et vérité des prix

Dans une économie de marché, la vérité des prix exprime la rareté des ressources face à des usages multiples et illimités. Dans un tel contexte, les prix viennent ajuster la demande à l'offre par un jeu libre sur le marché. Cela nécessite des agents économiques de faire des choix dans le cadre d'un certain nombre de contraintes liées essentiellement à leurs volontés et leurs capacités d'agir. Partant de son caractère interventionniste, la régulation n'affecte-t-elle pas la vérité des prix, et donc l'usage optimal des ressources ?

V.1. Intervention publique et distorsions des marchés

L'intervention de l'Etat sur le marché des biens et services par le biais des quantités change le volume de l'offre et influence les conditions du marché, notamment les prix, sans avoir à intervenir directement sur ces prix pour réaliser l'équilibre. Même si l'intervention régulatrice est venue d'un acteur « non traditionnel » du marché, cela ne fausse aucunement le jeu libre de l'offre et de la demande. La régulation peut, en dépit de son caractère interventionniste, s'avérer positive. Car elle empêche une désorientation des marchés et assure une transition qui leur permet de s'autoréguler. Ainsi, l'Etat n'interfère pas, ni directement ni indirectement, dans le processus de prise de décision par les agents économiques, acteurs « traditionnels » du marché.

Par contre, à travers la régulation par les prix, soit par une fixation directe ou une limitation indirecte, l'Etat agit directement sur une variable fondamentale du marché, celle qui permet l'ajustement des choix des uns et des autres. La fixation d'un prix sur le marché peut, en définitif, ne pas refléter le problème de rareté de sorte à désorienter les agents économiques et dénaturer donc leurs choix.

En effet, l'action sur les prix par l'Etat modifie l'offre et la demande sur un bien dans un sens opposé. Le prix perd ainsi son rôle régulateur, en tant que variable du marché, qui permet une convergence de l'offre et de la demande au point d'équilibre. Ceci dit, l'action par l'Etat sur les prix, qui se fait de manière générale dans un but de stabiliser un marché

qui perd ses repères, éloigne définitivement toute possibilité de rétablir cet équilibre tant voulu. La nouvelle structure du marché ne reflète plus les plans des agents économiques exprimés par leurs propres fonctions d'offre et de demande.

V.2. Distorsions des marchés et vérité des prix

A travers l'intervention directe sur les prix, l'Etat éloigne ainsi la nouvelle structure des prix de celle qui exprime la vérité des prix ; c'est-à-dire celle qui exprime les rapports des prix issus d'un fonctionnement libre du marché et qui reflète un usage optimal des ressources. Les distorsions des marchés, créées elles-mêmes par la même intervention sur ces prix, approfondissent les distorsions des prix du fait qu'elles sont désormais une résultante de marchés dénaturés.

L'intervention de l'Etat sur les prix crée ainsi une certaine répression* qui génère des prix distordus. Ainsi, « l'instrumentalisation » des prix, loin des conditions imposées par le marché, conduit à une modification de la structure des décisions dans l'économie. La nouvelle structure des prix, née de l'intervention de l'Etat sur les prix de quelques biens et services, ne reflète plus les conditions fondamentales qui gouvernent les comportements des agents économiques du marché, à savoir les coûts sociaux de production pour les entreprises et les coûts réels des différentes préférences pour les consommateurs. Ces agents économiques se trouvent ainsi confrontés à des variables biaisées qui affectent leurs décisions en matière d'utilisation des ressources.

Ainsi, l'éloignement de la structure des prix qui exprime la vérité des prix pousse les agents économiques à opérer des choix qui reflètent la nouvelle structure « imposée » des prix et non sa structure « optimale », celle qui reflète les conditions réelles des marchés, c'est-à-dire la structure exprimant la vérité des prix. Il est certain que les différents agents économiques modifient leurs décisions en matière d'usage des ressources selon cette nouvelle structure des prix. Dans ce contexte, ces décisions ne reflèteront guère l'usage optimal des ressources disponibles et

* On peut rappeler ici la notion de répression financière à la McKinnon qui consiste à une intervention de l'Etat dans le secteur financier (Taux d'intérêts ou crédits) qui génère des distorsions des taux d'intérêts (taux d'intérêts créditeurs et débiteurs négatifs et loin de l'équilibre) de sorte à provoquer une utilisation non optimale des ressources et produire, en conséquence, une croissance faible, largement en deçà du potentiel. Cette notion de répression peut alors être généralisée et transposée dans le secteur réel des biens et services.

contribueront à produire une croissance très nettement en deçà du potentiel. Cela nous montre à quel point des interventions de l'Etat sur les prix, même si elles concernent uniquement quelques marchés, auront des implications macroéconomiques plus au moins déstabilisantes.

VI. Régulation et implications macroéconomiques essentielles

On sait ainsi que l'Etat veut engager un processus de régulation dans l'objectif de préserver une certaine stabilité dynamique de l'économie. Les résultats des études empiriques vérifient-ils le bien-fondé de ce souhait ? Il est difficile de répondre clairement à cette question vu l'état actuel de l'investigation expérimentale qui ne couvre pas l'ensemble des domaines possibles de la régulation. Néanmoins deux exemples peuvent nous éclairer sur les implications macroéconomiques éventuelles de la régulation.

Loayza & al. (2004) Ont montré que la régulation, notamment dans les marchés des biens et services et de l'emploi, tend, de manière générale, non seulement à réduire la croissance mais aussi à en accroître la volatilité. Leur investigation leur permet néanmoins de relever un élément positif de la régulation. En effet, ils croient démontrer que la régulation menée par de meilleures institutions aide à atténuer, et même éliminer, l'impact adverse de la régulation sur la performance macroéconomique.

Alesina & al. (2003) ont conclu, de leur part, qu'une forte régulation sur les marchés des biens et services avait un effet négatif large sur les investissements. Par contre, ils ont pu affirmer, en conclusion de leur investigation statistique, que les changements significatifs dans l'environnement de la régulation suggèrent que la dérégulation mène à réaliser des investissements plus importants dans le long terme. Une telle conclusion est, certes, formulée en se référant à un type de régulation qui concerne essentiellement la levée des barrières à l'entrée (mesures gouvernementales, asymétrie d'information, pratiques de dissuasion telles que l'instauration de prix prédateurs, la conservation de capacités excédentaires et la fixation de prix limité), mais cela peut nous suggérer qu'il faut prendre, de manière générale, avec beaucoup de précaution tous types de régulation surtout en l'absence d'institutions fortes en la matière.

VII. Problématiques liées à l'expérience algérienne en la matière

Le modèle « traditionnel » expliqué en haut peut-il être pertinent pour comprendre la situation algérienne et se convaincre des décisions du gouvernement de vouloir contrôler certains prix suites aux tensions exprimées sur les marchés des produits alimentaires, notamment les légumes et fruits. Pour pouvoir comprendre cette situation, il n'est pas inutile d'analyser la politique algérienne en matière de libéralisation de la formation des prix et d'en tirer les failles.

VII.1. Processus de libéralisation de la formation des prix relatifs

La libéralisation de la formation des prix en Algérie est une étape importante dans le processus de réformes globales engagées depuis la fin des années 1980. Avant, ces prix étaient réglementés et contrôlés par l'Etat.

VII.1.1. Différents systèmes des prix avant la libéralisation

Depuis son indépendance, l'Algérie a connu pratiquement un système de prix pour chaque décennie. En somme, trois systèmes de prix ont été appliqués en Algérie avant de passer vers une libéralisation de la formation des prix dans les années 1990.

a. Système des prix durant les années 1960

Ce système reflétait le monopole de l'Etat sur l'économie. Il obéit à la logique de planification adoptée comme modèle de développement ou l'ensemble des prix était fixé de manière administrative. Durant cette période, trois régimes des prix étaient appliqués dans le secteur public, très dominant dans l'économie, du fait que dans le secteur privé, de taille très minime, les prix se fixaient globalement selon le mécanisme de l'offre et de la demande. Ces régimes sont (Ighilahriz, 1990): Régime des prix à l'importation ; Régime des prix à la production ; Régime des prix dans les utilisations internes.

b. Système des prix durant les années 1970

Avec l'extension du développement économique, reflétée par des plans de développement assez ambitieux, les pouvoirs publics voulaient

adapter leur instrument de gestion et de contrôle économiques. Ainsi, il ont adopté un nouveau système de prix partant d'un double principe : contrôle et maîtrise par l'Etat des conditions générales de la formation des prix et utilisation des prix comme moyen efficace de réalisation de la politique sociale et économique (Toudert, 1982). En somme, ce système a distingué quatre (4) régimes essentiels de prix :

- Régime des prix fixes, appliqué sur les biens de large consommation qui subissent des paiements compensatoires. Les mesures de compensation pourraient permettre aux prix pratiqués de passer au dessous du prix de revient ;
- Régime des prix spécifiques, appliqué à des produits donnés pour une période limitée sans prendre en considération les prix de revient ; il vise ainsi à préserver le pouvoir d'achat d'une catégorie spécifique de la population ;
- Régime des prix stables, appliqué au bien rentrant dans la réalisation des programmes d'investissements, notamment les matériaux de construction ; il vise de préserver la stabilité des coûts de réalisation et éviter ainsi la réévaluation financière des projets ;
- Régime des prix contrôlés, appliqué à tous les biens et services ne figurant pas dans les trois régimes précédents. Dans ce régime, le contrôle de prix peut se faire par une fixation directe, une homologation, un plafonnement ou une limitation des marges commerciales.

c. Système des prix de 1989

Dans une optique de réformes, les pouvoirs publics ont adopté en 1989* un nouveau système de prix. Ce dernier apportait certains allègements par rapport au système précédent et préparait ainsi la passage vers une libéralisation totale de la formation des prix. Deux régimes composaient ce nouveau système :

- Régime des prix réglementés qui retenait deux formules pour la fixation des prix, à savoir les prix à la production garantis par la fixation de prix plancher** et les prix et/ou marges

* Loi 89-12 du 5 Juillet 1989 relative aux prix.

** Produits explicitement subventionnés, céréales, eau, gaz, électricité, carburant, tarifs de transport, services portuaires, coûts de construction et ciment.

plafonnés^{***}. La première formule concerne les biens et services dont la production nécessite un encouragement, une protection ou une stimulation. La deuxième formule est appliquée aux biens et services ayant une préférence économique ou sociale (protection d'une activité économique ou d'une catégorie sociale, promouvoir des zones géographiques) et aussi à chaque fois que les conditions de fonctionnement d'un marché le rend nécessaire. Cette deuxième formule peut intervenir soit au niveau de la production soit au niveau de la distribution.

- Régime des prix déclarés concerne tous les autres biens et services. Il est à signaler que les prix de cette catégorie se fixent de manière libre mais soumis à un système de déclaration de prix de vente à la production. Cette catégorie des prix peut aussi obéir à un plafonnement des marges de distribution.

Ainsi, les prix étaient strictement réglementés, sinon directement contrôlés. Dans la plupart des cas, ces différents systèmes des prix ne reflétaient aucunement la vérité des prix qui exprime les coûts sociaux de production. Cela a provoqué un dysfonctionnement du système économique en place, caractérisé par des distorsions profondes des marchés et une très mauvaise affectation des ressources. Ainsi, l'Algérie s'est vue dépourvue d'instruments importants de régulation par le marché (salaires, prix des biens et services, taux d'intérêts) qui auraient pu résorber les déséquilibres nés des chocs externes et des rigidités internes.

VII.1.2. Libéralisation de la formation des prix

La libéralisation de la formation des prix des biens et services s'est accompagnée par des mesures qui visaient à agir sur les facteurs qui permettent une maîtrise de la transition. Il s'agit notamment de :

- L'engagement d'une politique rigoureuse pour la gestion de la demande garantissant une stabilisation de l'économie nationale, notamment face à une rigidité de l'offre.
- L'ajustement du taux de change de la monnaie nationale par une double démarche de dépréciations progressives et de

^{***} Thé, café, lait, aliments en conserve, films en plastiques à usage agricole, matériel agricole et pièces détachées, engrais, lubrifiants, levure, aliments pour bétail, cahiers, manuels et fournitures scolaires, médicaments, sucre en poudre, huiles comestibles, concentré de tomates, matériel médical, mobilier, équipement et matériel, tabac et allumettes, semoule, farine de qualité supérieure et pâtes alimentaires.

dévaluations de la valeur externe du dinar pour résorber le déficit structurel de la balance des paiements. Une libéralisation du taux de change de dinar est introduite graduellement, par des petits pas successifs, accompagnant une libéralisation du commerce extérieur.

- Une libéralisation de la formation des taux d'intérêts créditeurs d'abord (1990) et débiteurs ensuite (1994-1995).

La libéralisation de la formation des prix a emprunté un double sentier : déréglementation de la fixation des prix et contraction des subventions directes de l'Etat.

Pour la première formule de libéralisation, la plupart de l'effort en la matière a été réalisée en 1994 qui constitue une année phare dans la déréglementation des prix intérieurs. En effet, on a vu durant cette année le passage des prix de plusieurs produits du régime des prix réglementés au régime des prix à marge commerciale réglementée. Aussi, l'abolition du contrôle des marges commerciales a concerné pratiquement l'ensemble des prix des biens appartenant à ce régime à l'exception du sucre, des céréales, des huiles comestibles, des manuels et fournitures scolaires et des médicaments. Les marges sur ces produits ont, néanmoins, été abolies en 1995 à l'exception du blé dur et tendre. Les prix des intrants agricoles et ceux de la construction de logements étaient libérés courant 1995. Le reste des prix à marge commerciale réglementée a été libéré durant les années 1995-1996 à l'exception des produits pharmaceutiques, les aliments et produits énergétiques subventionnés.

L'alignement des prix sur les niveaux des coûts sociaux de production, suite à la libéralisation de l'ensemble des prix y compris ceux bénéficiant de subventions étatiques, a rendu la suppression des subventions indispensable vu le coût total que celle-ci font subir à l'Etat. C'est ainsi que les principales opérations de suppression de subventions ont été effectuées entre 1994 et 1996 : produits pétroliers en octobre 1994, le lait en poudre et le semoule en juin 1995, la farine ordinaire en octobre 1995 et la farine boulangère en janvier 1996. La suppression de subventions a été totale pour l'ensemble des produits alimentaires à la fin de 1996. Pour les produits énergétiques de consommation, l'instauration d'un mécanisme qui permet l'alignement du prix de vente du pétrole brut de Sonatrach aux raffineries en fonction de l'évolution des prix à l'exportation et du cours de change du dinar.

Ainsi, la libéralisation de la formation des prix et la suppression des subventions de l'Etat ont permis un ajustement des prix vers le haut pour se rapprocher de leur niveau d'équilibre, reflété par leur coûts sociaux de production d'une part et les conditions du marché d'autre part. On peut en conclure que les prix relatifs en Algérie viennent donc exprimer la vérité des prix et deviennent un facteur essentiel de décision pour les agents économiques (notamment les entreprises et les consommateurs). Néanmoins, la libéralisation de la formation des prix ne s'est pas accompagnée par des mesures d'accompagnement indispensables pour que les marchés puissent entreprendre la régulation nécessaire pour l'économie. C'est ainsi que ces marchés demeurent profondément imparfaits, voire déstructurés.

VII.2. Les incohérences du processus de libéralisation économique

Ces incohérences reflètent un programme de réformes fragmenté et incomplet en termes de politique et de structure.

VII.2.1. appareil de production déstructuré

La première incohérence concerne l'état dans lequel existe le coté de l'offre ; c'est-à-dire l'appareil de production. En effet, l'économie algérienne était fondamentalement une économie de pénurie, caractéristique principale des économies centralement planifiées. La libéralisation de la formation des prix, conjuguée à l'existence d'un déficit de l'offre, aura pour effet le déclenchement de hausses successives des prix.

Il n'est pas inutile de rappeler que la principale structure de l'appareil de production, héritée de la période de planification, est devenue obsolète. Cela est du à l'incapacité des entreprises publiques, sorties dans leur majorité déstructurées de l'ère socialiste, à entreprendre des programmes d'investissements nécessaires pour le renouvellement de cet appareil de production. Cela a aussi rendu l'appareil de production existant obsolète au vu notamment des progrès technologiques qui s'opèrent au niveau mondial. Cette situation renseigne sur la capacité limitée de l'économie nationale à produire mieux avec des coûts moindres, et traduit donc son incapacité à étendre ses marchés à l'extérieur du pays, ce qui limite sa capacité de générer les ressources financières en devises nécessaires pour pouvoir prétendre mener une politique d'importation soutenue, et rendre ainsi l'économie nationale

tributaire du seul comportement du prix du baril sur le marché international du pétrole.

Le mode d'organisation de l'appareil productif, quant à lui, n'est pas de nature à changer la trajectoire de l'évolution de notre économie. En effet, malgré les changements opérés en la matière, à la faveur des actions successives entreprises dans ce domaine, une vraie mutation des schémas organisationnels et de management n'a pas eu lieu. Les comportements n'ont pas fondamentalement évolué et les vieux réflexes de la période de planification continuent de se reproduire sous une forme ou sous une autre.

En conséquence, les réformes structurelles engagées n'ont pas réussi à anéantir les rigidités de l'offre inhérentes à la production nationale. Même si, à un moment donné, on arrive à combler le déficit de l'offre, dû à l'insuffisance de la production intérieure, par l'importation il n'en reste que cette politique demeure limitée par la capacité de l'économie, et donc de la production intérieure, à générer les ressources financières en devises nécessaires.

VII.2.2. Inadaptation des structures de distribution

La deuxième incohérence est celle relative à l'inadaptation des structures de distribution. Cela peut se voir à travers l'inadaptation des circuits de distribution formels. Le problème principal réside au niveau des circuits intermédiaires, constitués par le commerce du gros, qui échappent pratiquement à toute organisation efficiente. Par sa forme d'organisation et en l'absence de mécanismes de contrôle appropriés, le commerce de gros constitue, en effet, un réseau de pratiques de type oligopolistique. Le commerce de détail, qui vient en aval par rapport au commerce de gros, constitue la sphère adéquate sur laquelle se manifestent les défaillances du marché du gros. En plus, la faiblesse des mécanismes de contrôle qui lui sont propres laisse ce type de commerce se développer vers un état d'organisation peu efficient. En somme, Les pratiques commerciales, que ce soit de gros ou de détail, n'obéissent guère aux règles requises de transparence et se font ainsi selon une logique qui déstructure le marché.

En effet, la désorganisation qui règne au niveau des circuits formels de distribution a favorisé l'émergence et le développement d'un commerce informel, de plus en plus grandissant. Nés sous l'ombre de pratiques commerciales peu transparentes, les circuits de distribution informels

sont devenus le prolongement logique d'une organisation commerciale défaillante.

La conjugaison d'une organisation défaillante des circuits formels et le développement sans cesse d'une sphère de distribution informelle constituent une combinaison idéale pour le développement de pratiques spéculatives, dans les deux sphères d'échanges. A titre d'illustration, le basculement des biens de la sphère d'échange formelle vers la sphère informelle se fait de manière assez facile, favorisé dans cela par un mécanisme de rentabilité très élevée et un échappement à tout type de contrôle, y compris le contrôle fiscal.

VII.2.3. Faiblesse des structures de régulation

La troisième incohérence concerne la faiblesse des structures de régulation étatique dans la sphère de distribution. En effet, la mise en place de telles structures, qui soient les plus performantes possibles, doit accompagner la politique de libéralisation des prix. Plus que ça, elle en constitue un élément essentiel.

Les structures de régulation dans la sphère de distribution sont constituées des moyens physiques et de l'organisation appropriée qui encadrent une intervention étatique sur les marchés de certains produits. Elles comprennent les aires de stockage adéquats, les moyens de conditionnement nécessaires, les conditions de déclenchement de l'action régulatrice et les règles de fonctionnement du mécanisme. Elles servent à agir, au moment nécessaire, pour combler un éventuel dysfonctionnement du marché causé soit par un déficit de l'offre soit par l'inadaptation des structures de distribution. Elles sont la base d'une régulation par les quantités dans une économie de marché.

La libéralisation des prix sans la mise en place de ces structures de régulation approfondit les distorsions sur les marchés dans le cas où l'offre existante ne répond plus à l'évolution de la demande. La conjugaison de ce facteur avec l'existence de pratiques commerciales mal cadrées et une faiblesse des instruments de contrôle et de régulation entrave profondément le fonctionnement du marché et rendra plus tard non sans prix tout ajustement de quelle nature qu'il soit.

Ainsi, en l'absence de cette régulation par le marché, le coût d'ajustements nécessaires deviendra plus élevé. Tout d'abord, les prix pratiqués, s'ils reflètent une certaine physionomie du marché,

n'expriment plus leur structure optimale. Cela ne reste pas sans conséquences sur l'efficacité économique.

VII.3. Quels enseignements du retour au contrôle des prix ?

En effet, les prix pratiqués dans un marché perturbé s'éloignent de « l'équilibre optimal », c'est-à-dire l'équilibre qui réalise une croissance proche du potentiel de long terme. Car les prix pratiqués ne reflètent plus la structure qui exprime la vérité des prix telle qu'elle est comprise dans une situation normale.

Partant de ce constat, l'affectation de ressources née de cette structure des prix pratiqués n'est plus aussi optimale. Car les ressources disponibles vont aux secteurs ou les prix, donc les rendements à court terme, sont élevés. L'affectation des prix serait ainsi gouvernée par des comportements spéculatifs au détriment de tout effort d'investissement. Ce qui rend à l'évidence que cette structure des prix, même en apparence à l'équilibre, aura des conséquences perverses sur la croissance à long terme, et donc sur l'efficacité économique dans son ensemble.

La réponse à ce dilemme par un contrôle direct des prix n'apparaît plus efficace. Car, si une structure des prix née dans un marché « perturbé » reste quant même la résultante du fonctionnement de marché, une structure des prix née d'un contrôle direct dénature et déstructure le marché. Si, dans le premier cas de figure, les conséquences d'une structure des prix loin de la vérité des prix exprimant « l'équilibre optimal » serait d'une période plus au moins courte, celles afférentes au deuxième cas de figure mettent l'économie dans son ensemble définitivement dans une voie de dysfonctionnement qui ne serait que de portée profonde et de long terme.

En plus, la modification du mode de formation des prix concerne fondamentalement les prix des quelques produits agricoles frais très sensibles pour sa consommation de masse. A ce titre, il faut souligner le caractère erratique et saisonnier de l'offre de ces produits qui obéit à des critères souvent exogènes. En effet, il faut insister en premier lieu sur le fait que la production des produits agricoles de manière générale obéit aux conditions climatiques qui règnent durant la saison. Il faut noter, en second lieu, un constat important relatif au mode de comportement des agriculteurs qui marque le caractère saisonnier et erratique de la production. A vrai dire, la production d'un produit agricole pendant une

saison donnée est, dans une certaine mesure, impacté par l'abondance ou la rareté de ce produit durant la saison passée. Cela est particulièrement vrai pour les produits agricoles frais. En effet, un produit agricole caractérisé par une rareté de l'offre durant la saison passée, donc se vendait à des prix assez élevés, en tout cas nettement élevés que les autres produits, constitue une motivation pour un très grand nombre d'agriculteurs d'opter pour la production de ce produit la saison qui suit, un retournement qui se fait manifestement au détriment du reste des produits, notamment ceux caractérisés par une abondance la saison écoulée. Ainsi, on assiste parfois à des modifications significatives des prix reflétant la nouvelle physionomie de la production.

Le contrôle des prix, de part son caractère structurel, généralement de portée à long terme, n'est donc pas le moyen indiqué pour réguler un marché en perturbation au vu notamment du caractère erratique et saisonnier de la production des produits concernés. Un travail structurel qui vise à réguler l'offre, en mettant l'accent sur des moyens non contraignants que ceux du contrôle des prix, reste privilégié. A ce titre une meilleure organisation de la structure de production d'une part et du marché d'une autre part s'avère indispensable pour asseoir les bases structurelles d'une organisation efficiente de ces marchés.

Le contrôle des prix ne peut aussi constituer le moyen approprié de régulation, car cela préserve la force perturbatrice sur les marchés. En effet, le contrôle des prix, que ce soit par une fixation d'un plafond ou par la limitation des marges, préserve une demande qui se trouve déjà en deçà des capacités de l'offre. Ainsi, là où les prix libres devaient opérer la régulation nécessaire par une contraction de la demande, la limitation des prix ne permet plus de résorber l'excès de la demande ce qui perdure les perturbations et tensions sur ces marchés.

VIII. Conclusion

La mutation de l'économie algérienne vers l'économie de marché aurait comme objectif, entre autres, d'instaurer un modèle de concurrence saine qui permet une meilleure affectation des ressources. Cette mutation devait prévoir mettre en place un système de régulation, qui accompagne le processus de libéralisation, pour garantir l'équilibre des différents marchés, notamment celui des biens et services.

Hélas, la mutation était fragmentée. Elle souffrait de beaucoup d'incohérences qui étaient à l'origine des distorsions des marchés. Le

dysfonctionnement du système des prix en tant que principal levier de régulation, dans une économie, supposée fonctionner selon les règles du marché, s'avère comme un symptôme d'un dysfonctionnement plus large d'une économie « réformée » plus qu'une cause de ce dysfonctionnement.

La volonté des pouvoirs publics de recourir une nouvelle fois à la réglementation des prix, limitée soit-elle, constitue un recul majeur en matière de réformes structurelles, engagées et menées laborieusement avec des prix parfois inestimables en termes de temps et de coûts sociaux. Ce choix révèle l'incapacité d'imaginer et de mettre en œuvre une conception globale et cohérente de ce que devra être notre économie dans l'avenir.

En effet, l'état de dislocation sur lequel existe notre marché des biens, notamment celui des biens agricoles frais, qui se trouve à l'origine de cette nouvelle orientation vers le contrôle des prix, reflète en réalité une désorganisation aussi bien au niveau de l'appareil productif et des structures de distribution qu'au niveau de l'absence d'un système de régulation en cas de défaillances temporaires du marché. Les actions, de longue haleine sans doute et de portée très large, doivent se prendre à ce niveau là et nulle part ailleurs.

Le défi auquel est confrontée l'Algérie en termes de réformes de son économie consiste principalement à défaire les idées reçues et simplistes qui séduisent par leur facilité. Face à un marché disloqué, le bon sens nous suggère de réorganiser ce marché dans le cadre d'un processus global et plus cohérent de réformes structurelles.

Bibliographie:

- Alesina, alberto & al. (2003) : Regulation and investment, NBER Working Paper, No. 9560.
- Blanchard, Olivier & Giavazzi, Francesco (2001): Macroeconomic effects of regulation and deregulation in goods and labor markets, NBER Working Paper, No. 8120.
- Bourguignon, Hélène & Choné, Philippe (2007) : Analyse stratégique des garanties de prix bas : une brève revue de la littérature, *Revue d'économie industrielle*, No. 118 (2^e trimestre).
- De Roza, Donato & al. (2009) : Barriers to competition in Croatia : the role of government regulation, World Bank Policy Research Working Paper, No. 5100.

- Djankov, Simeon & al. (2001): The regulation of entry, World Bank Policy Research Working Paper, No. 2661.
- Hoekman, Bernard (2006): Liberalizing trade in services: A survey, World Bank Policy Research Working Paper, No. 4030.
- Ighilahriz, Said (1990): Eléments sur la formation des prix et des revenus, in les cahiers de la réforme, No.5, ENAG Editions.
- Klapper, Leora & Lewin, Anat & Delgado, Juan Manuel Quesada (2009): The impact of the business environment on the business creation process, World Bank Policy Research Working Paper, No. 4937.
- Loayza, Norman V. & Oviedo, Ana Maria & Servén, Luis (2004): Regulation and macroeconomic performance, World Bank Policy Research Working Paper, No. 3469.
- Markus, Keith E. & Chen, Yongmin (2000): Vertical price control and parallel imports: Theory and evidence, World Bank Policy Research Working Paper, No. 2461.
- Nicoletti, Giuseppe & Scarpetta, Stefano (2003): Regulation, Productivity, and growth: OECD evidence, World Bank Policy Research Working Paper, No. 2944.
- Stiglitz, E. Joseph (2009): Regulation and the theory of market and government failure, in New Perspectives on Regulation, D. Moss and J. Cisternino, eds., Tobin Project.
- ----- (2002): Globalization and its discontents, W. W. Norton & Company.
- Toudert, Ali Abdellah (1982): Le coût de la vie en Algérie depuis 1962, OPU, Alger.